

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

SMADEC
(Société Maconnaise d'Assainissement
de Distribution d'Eau et de Chaleur)
51 rue des Charmilles
71000 MACON

N° 10. 03627

Vu le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment son articles L 514-1 ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 79-1397 du 30 août 1979 autorisant la société SMADEC à exploiter une chaufferie urbaine d'une puissance totale de 147 MW sur son site de Mâcon,

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW,

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le bilan annuel de surveillance imposé par l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas la périodicité de surveillance des rejets atmosphériques imposée par l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé,

Vu le rapport de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne du 11 août 2010,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société SMADEC dont le siège social est situé 51 rue des Charmilles à MACON, est mise en demeure de respecter, pour son établissement implanté à la même adresse :

- sous un délai d'un mois, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003,
- sous un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3-DELAI ET VOIE DE RECOURS :


La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4-EXECUTION ET COPIES :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SMADEC et dont copie sera faite à

- M. le sénateur-maire de Mâcon,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 26 AOUT 2010



Thierry LATASTE